

# VOIX

26, Rue de Montholon, PARIS-9<sup>e</sup>  
MENSUEL — MAI 1953  
(Nouvelle série) N° 14 - 15 fr.

ORGANE DE LA FEDERATION FRANÇAISE DES SYNDICATS  
DE LA METALLURGIE C.F.T.C.

# des METAUX

# 1<sup>er</sup> MAI 1953

## Il n'y a pas DE FÊTE du Travail !

C'est pour obtenir la journée de HUIT heures qu'ils se battirent en 1886 et que plusieurs d'entre eux furent pendus à CHICAGO. C'est encore pour la journée de HUIT heures qu'à FOURMIES une douzaine de personnes furent assassinées.

De ces luttes sanglantes est sorti le PREMIER MAI, marqué régulièrement autrefois par des journées de grève générale, et devenu aujourd'hui chômé et payé. S'en souviennent-ils ceux qui font du 1er Mai une journée de grand air ?

Songent-ils à ces morts « pour les 8 heures », ceux qui multiplient les heures supplémentaires, oubliant qu'ainsi ils les assassinent une deuxième fois ?

Comme l'écrit BOULADOUX si justement : « Au prix de luttes « douloureuses, parfois sanglantes, ils ont essayé de tracer la « route sur laquelle nous cheminons pas à pas : nous aurions le « sentiment de trahir leur mémoire, de renier leur combat, si « nous acceptions dès maintenant, alors qu'il reste tant à faire, « que le 1er Mai ne soit rien d'autre qu'une journée de liesse « consacrée à la reconnaissance qui est due à la noblesse du travail. »

En effet, ils sont nombreux tous ceux qui « célèbrent » le travail et « honorent » les travailleurs, et tous ceux qui font de l'éloquence à bon compte sur notre dos. Bien souvent, ils sont à côté de la plaque, tout juste bons à servir de juges de touche, à faire leur partie dans les tribunes, ayant peur d'être sur le terrain.

Car le travail, même à notre époque, continue d'être non seulement une peine et une sueur quelquefois baignée de sang ; mais aussi, pour une large part, une aliénation, un esclavage, une condition inhumaine. Peut-on alors parler de « fêter » le travail ? Philosophier, c'est facile, mais travailler, c'est plus vrai.

Travailler ! Ce n'est pas seulement assurer son travail professionnel, mais le doubler par un autre travail, qui consiste à participer à la transformation d'un monde que nous voulons autre chose qu'un coupe-gorge ou une foire d'empoigne, autre chose qu'une jungle où les plus forts ne vivent qu'en mangeant les plus faibles.

Cette transformation sera douloureuse pour ceux qui ne vivent que de leurs intérêts et de leurs privilèges. Cette transformation indispensable ne peut être une fête mais doit être un combat.

— Combat contre une production désordonnée qui fait des articles de luxe ou de mort, alors qu'une foule d'hommes manque du nécessaire.

— Combat contre une répartition injuste des revenus qui permet aux uns les voitures et aux autres, ceux qui travaillent au moins autant, un bout de pain.

— Combat contre un système fiscal qui pourrit les consciences, organise la fraude des gros et compresse les petits.

— Combat contre cette législation à sens unique qui protège les bien lotis, les bien logés, les bien payés, les bien nourris, contre les exigences vitales des sans-logis, des sous-alimentés, des économiquement faibles, des mal payés, des sans-le-sou.

— Combat contre le double secteur de ce que l'on dit pour la galerie et pour sauver la face, et de ce que l'on fait dans son entreprise, dans son foyer ou dans son Eglise.

— Combat contre tous les truquages, tous les égoïsmes, toutes les combines, tous les mensonges des propagandes électorales.

Cette « fête » dont ils parlent gratuitement, c'est pour nous la joie de voir tous les travailleurs groupés et unis prendre leur part de combat ; la joie de les voir posséder cette conscience de classe qui seule permet la lutte en vue d'obtenir le bien-être, la liberté, la paix. Notre « fête » c'est notre combat. Face au patronat, face au Gouvernement et au Parlement, sachons nous dresser pour clamer nos revendications et notre volonté de transformer le monde.

Travailleurs de toutes catégories, rappelons-nous que le Premier Mai, il est des frères qui sont morts pour que nous vivions. Nous n'avons pas le droit de les trahir. Et vous, prédicants de tous les genres, au lieu de nous parler de « fêter » le travail, venez y goûter, venez avec nous dans le bain ou plutôt, dans la tempête.

VOIX DES METAUX.



## CONTRE :

## LA MISÈRE, LE CHOMAGE, LA RÉACTION

# UN MOYEN : SYNDIQUE-TOI



# SOUVIENS-TOI !

« Le gouvernement tient parmi les plus sacrés, ses engagements envers le monde ouvrier. »

M. PINAY, à Lille, le 14-6-52.

T'EN ES-TU APERÇU, CAMARADE ?

## SALAIRES

Quels sont les indices de salaires ?

Selon l'Usine Nouvelle, dernier numéro paru, pour le quatrième trimestre 1952, nous avons une moyenne générale, toutes catégories et toutes rémunérations en salaires directs, par rapport à 1938 : 1.453.

Ceux du premier trimestre 1952 étaient de : 1.401.

Mais les prix, toujours par rapport à 1938 sont à 2.779.

De 1.453 à 2.779, nos patrons diront qu'il n'y a pas de différence. Et M. VILLIERS leur président ajoutera que « l'ouvrier français est le seul qui, dans le pays, a retrouvé son pouvoir d'achat d'avant guerre ».

Un rapport du C.N.P.F. présenté le 21-10-52 indique :

« Les majorations pour heures supplémentaires constituent un lourd handicap par rapport aux pays étrangers où elles ne sont accordées qu'à partir d'horaires plus élevés. »

Cité par « Le Monde » du 26-11-52.

## L'ÉVOLUTION DU BUDGET-TYPE DE LA C.F.T.C.

Mars 1952 : 22.985 francs; mars 1953 : 23.845 fr. et il s'agit encore du minimum vital INDISPENSABLE pour ne pas mourir de faim.

Alors ? la baisse ? le pouvoir d'achat ? Bons tout juste pour les discours ministériels et patronaux, mais nous attendons les actes nécessaires.

## LOGEMENT

« Souscrire à l'EMPRUNT, c'est le devoir et l'INTERET véritable de chaque chef d'entreprise. »

M. VILLIERS, Président du C.N.P.F. dans le Bulletin du C.N.P.F. n° 82.

« Il faut d'abord que chaque Français comprenne qu'il est légitime de lui demander de consacrer dans son budget, une part plus grande au logement. »

Extrait de l'éditorial du Bulletin du C.N.P.F. n° 88.

Chaque Français, donc, chaque Travailleur. Mais où en est ton budget, Camarade ??? Sans hauts salaires, pas de budget convenable; Sans budget convenable, pas d'effort possible pour nos logements.

« L'emprunt est affecté à la reconstruction et à l'équipement, c'est-à-dire à la création de richesses vraies. »

M. PINAY, à Beaune, le 7-6-52.

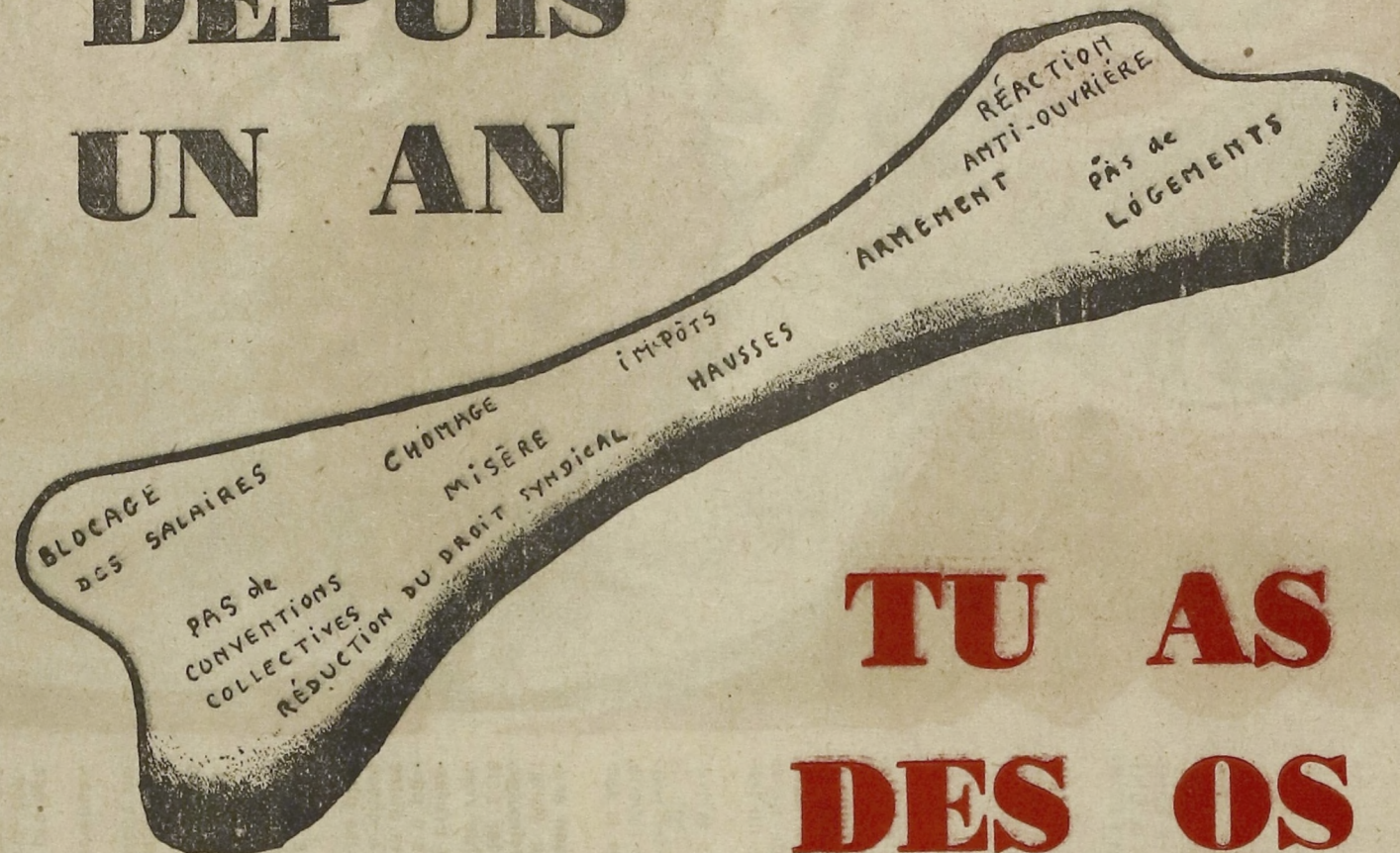
« Nous avons l'an dernier diminué les crédits destinés à la reconstruction et aux H.L.M. Ce sont les seules économies que nous ayons faites. Nous n'avons pas lieu d'être fiers ! Nous avons lancé en 1952, moins de constructions qu'en 1951, il en sera de même cette année, et de toute l'Europe, nous serons les seuls dans ce cas. »

M. MENDES-FRANCE, (Discours à l'Assemblée Nationale, le 18 mars 1953.)

« En France, l'ouvrier ne reçoit pas une part équitable du revenu national. »

M. HARRIMAN, Administrateur du M.S.A. aux Parlementaires Américains.

## DEPUIS UN AN



## TU AS DES OS A RONGER

### ET LA COMMISSION SUPÉRIEURE DES CONVENTIONS COLLECTIVES ?

Étant Ministre, M. GARET refusa toujours de réunir la Commission Supérieure des Conventions collectives !

Son successeur, M. BACON, se décidera-t-il enfin ?

LE COMITÉ NATIONAL DE LA C.F.T.C. réuni les 18 et 19 avril 1953,

constate l'état de crise dans laquelle se trouve non seulement le régime, mais la Nation tout entière, dont certains éléments ont des privilèges injustifiés, tandis que les salariés connaissent le chômage et l'inquiétude;

Il constate que le présent Gouvernement, suivant des habitudes qui ont discrédité ses prédécesseurs, en obéissant à des préoccupations électorales, ajourné encore les décisions nécessaires, qui devront être énergiques, mais ne seront acceptables que si elles contribuent à redresser les injustices supportées par les travailleurs.

(Extraits de la résolution adoptée.)

« Les charges militaires atteignent et dépassent 50 % du budget. »

M. J. MOREAU, Secrétaire d'Etat au Budget (d'après le journal « Combat » du 25-8-52.)

« La France a remporté la palme des pleurnicheurs. »

TIMES, de New-York, selon « Le Monde », du 13-8-52



LA PRODUCTION  
Voici les indices très officiels de l'Institut National de la Statistique et des Enquêtes Economiques depuis un an :

	1951	1952	Ecart
Mars .....	137	153	+ 16
Avril .....	142	151	+ 9
Mai .....	145	147	+ 2
Juin .....	143	147	+ 4
Juillet .....	132	139	+ 7
Août .....	112	121	+ 9
Septembre .....	137	142	+ 5
Octobre .....	143	149	+ 6
Novembre .....	148	147	- 1
Décembre .....	143	143	0

On constatera la baisse d'ensemble de l'année, en tout cas la stagnation de notre production. Peut-on parler de « RELANCE » et d'EXPANSION ECONOMIQUE ?

La production de 1952, par rapport à 1938 = + 44 %  
Par rapport à 1951 ..... = + 5 %  
Mais par rapport à 1929 ..... = + 8,2 % seulement.

En 23 ans, la production d'ensemble française s'est élevée seulement de 8,2 %. La production de 1938 était inférieure de 25 0/0 à celle de 1929.

Sachons nous souvenir de cet élément très important, quand nous établissons nos comparaisons. En décembre 1950, MENDES-FRANCE disait déjà, et l'a rappelé depuis à plusieurs reprises : « En 25 ans, la France est le seul pays où les enfants n'ont pas davantage de biens à leur disposition que leurs pères ».

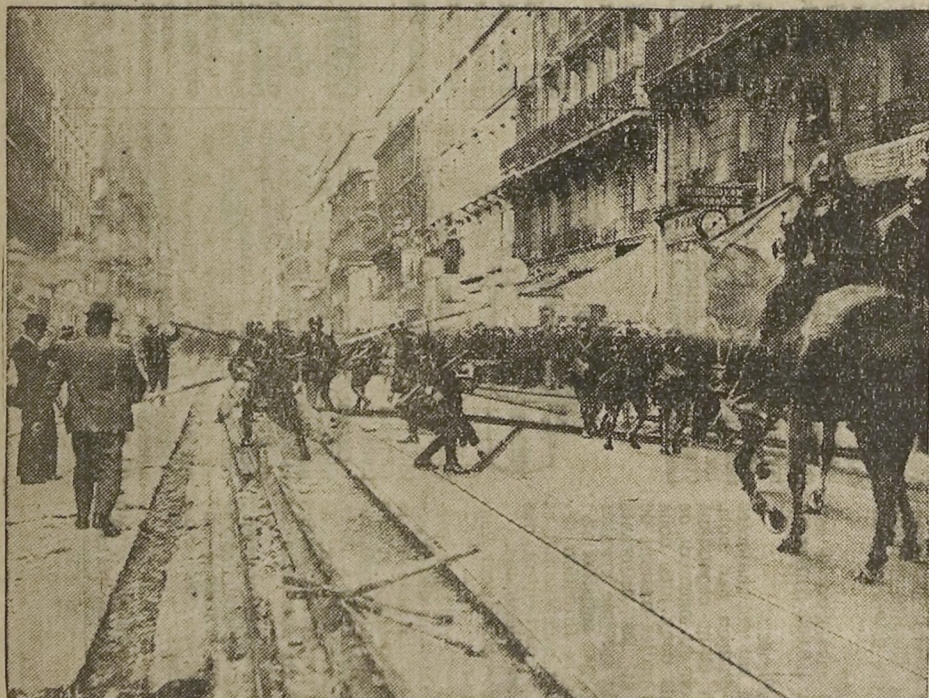
### CONVENTIONS COLLECTIVES

« Les organisations patronales restent prêtes, et elles l'ont prouvé, à participer à la discussion des Conventions collectives. Elles sont prêtes à le faire dans un large esprit de conciliation. »

(Assemblée générale du C.N.P.F. cité par l'Usine Nouvelle du 5-2-53, page 59.)

Mais en Métallurgie, il y a des années que l'on attend la possibilité de discussion. Quant à les signer, c'est encore autre chose.

## HIER COMME AUJOURD'HUI



Heurts avec la police, manifestations, violences, jalonnent l'histoire du 1er Mai

NOTRE LUTTE RESTE LA MÊME

## POUR QUE ÇA CHANGE SYNDIQUE-TOI !

PERMANENCE C.F.T.C. ....

10 ANS APRES LA « BATAILLE DU RAIL »



Quand les cheminots C.F.T.C. manifestent à Paris, en janvier 1953, à la gare du Nord.



# Pour la «relance» syndicale

## UN SYNDICALISME TOTAL

Le meilleur moyen de faire perdre son caractère revendicatif à une journée de grève, n'est-il pas d'en faire un jour de fête ?

Nous pouvons expérimenter ce fait avec le Premier Mai où les militants ouvriers marquent cette journée en organisant et en assistant à des réunions d'information et de protestation.

Cà et là dans les entreprises, la veille, des cahiers de revendications sont déposés et, en même temps, réaffirmées nos positions. C'est là le fait des délégués qui ont su cristalliser autour d'eux l'attention des travailleurs qu'ils représentent et réunir dans une demande à la Direction les besoins de l'atelier.

Mais, au-dessus de ces interventions indispensables et premières de l'action syndicale, l'ensemble des travailleurs est-il conscient que le sort de la classe ouvrière dépend de sa cohésion, de son adhésion, de son soutien ?

Les travailleurs sont-ils conscients que par-dessus leurs têtes se nouent et se dénouent des relations nationales et internationales qui, en fin de compte, pèseront lourdement sur leur vie ?

Sont-ils conscients que plus que jamais le syndicalisme est le véritable et le seul moyen de défense et de représentation de leurs intérêts ?

Dès le début de l'expérience Pimay, en 1952, notre Fédération a crié « Casse-cou », bravant en cela l'impopularité, encourageant des critiques sévères de la part de tous ceux qui ne comprenaient pas que nous ne voulions pas aveuglément « faire confiance à la confiance » !

A la confiance de qui ? De ceux qui ont diminué ou supprimé les investissements provoquant la période de pré-crise que le patronat s'efforce de masquer mais qui nous cause les plus vives inquiétudes ? De ceux qui n'ont vu de sauvetage possible que dans un emprunt inédit sur l'or et, bien sûr, assorti d'une amnistie fiscale qui laissait dormir en paix les fraudeurs ?

Cette « confiance » laisse la France avec 900 milliards de dettes, une réforme fiscale sabotée à un point tel qu'il faut renoncer à la réaliser, la classe ouvrière victime d'une échelle mobile truquée et dont le mécanisme est une vaste duperie.

Elle nous laisse aussi un pouvoir d'achat amoindri, le chômage pour perspective et, en fin de compte, un pays dans lequel, pour la première fois cette année, la demande d'énergie n'a pas augmenté. Sont-ce là des signes d'ex-

pansion et de progrès social et technique ? Certes pas !

Ce premier Mai 1953 sera-t-il celui de la prise de conscience, clairvoyante et saine, par tous les travailleurs de tout ce qui alourdit leur existence : salaires trop bas, budget de guerre écrasant, productivité détournée de ses buts par le patronat, heures supplémentaires illimitées pour quelques-uns et semaine de moins de 40 heures pour les autres, primes dont la répartition savamment dosée dans les entreprises dresse les travailleurs les uns contre les autres, droit syndical bafoué par les patrons et leurs exécutants : cadres et quelquefois maîtrise, inapplication des accords signés, etc... etc.

La lutte pour la réparation de ces injustices constitue essentiellement la tâche permanente, traditionnelle du syndicalisme dans son aspect revendicatif.

Mais cela serait-il suffisant et notre rôle serait-il complètement rempli, si cette fonction revendicative ne nous conduisait pas à une autre action : l'action constructive par laquelle nous voulons peser sur l'entreprise, l'économie, le pays et le monde ?

Nos rapports de Congrès et nos Bulletins se sont largement explicités sur cette forme d'action et sur les résultats acquis par nos militants, pour que cette note n'y revienne que pour redire que, c'est de l'action revendicative que naît l'action constructive et, qu'en fait, ces deux formes d'action sont inséparables l'une de l'autre et qu'elle constitue le syndicalisme total que nous voulons.

**SYNDICALISME TOTAL** parce que nous le voulons avec tous les travailleurs et pas seulement compréhensible pour quelques-uns, par tous les travailleurs car c'est sa chance de réussite, pour tous les travailleurs parce que nous nous refusons au syndicalisme de catégorie prôné par certains et qui, en fait, n'est qu'une addition d'intérêts et d'égoïsme individuels.

**SYNDICALISME TOTAL** capable de voir grand, de voir au-delà des frontières, capable d'envisager une extension internationale qui fera face à l'internationalisation et à la mise en commun des ressources nationales.

**SYNDICALISME TOTAL**, mais non totalitaire qui respecte l'homme et sa destinée, qui se refuse à la démagogie ne voulant pas préparer de désillusions à ceux qu'il prend en charge.

Syndicalisme fait du profond respect de la liberté des individus, qu'il se refuse à considérer comme

des soldats que l'on fait manœuvrer sans leur dire où ils vont ni ce qu'ils font, en vue de la grande opération de la prise du pouvoir... et de l'avènement d'un paradis terrestre concentrationnaire.

Le Premier Mai 1953 sera-t-il une journée de profonde réflexion pour tous ceux qui travaillent ? Sera-t-il une journée de départ vers des réalisations ouvrières, des organisations syndicales plus fortes, des services syndicaux mieux charpentés, un effort intense de formation par et pour les travailleurs ? A nous de répondre.

Car la classe ouvrière ne peut compter que sur elle !

Nestor ROMBEAUX.

## UN EXEMPLE

### Gilbert PINORINI

Un militant vient de disparaître, mort à 27 ans, pour avoir tout donné à la classe ouvrière et au syndicalisme : Gilbert PINORINI, Secrétaire du Syndicat des Métaux de Chambéry.

Dès son entrée au travail, il adhère à la J.O.C. et ce fut le départ de sa vie militante. Il s'orienta rapidement vers l'action syndicale à l'usine de CEGEDUR où il travaillait comme électricien.

Une santé pas bien forte aurait pu lui permettre de refuser toute responsabilité, mais il n'en tint aucun compte. Il croyait à la valeur de l'exemple, il prenait plus que sa part de lutte et de travail.

Secrétaire du Syndicat des Métaux, il devint Trésorier de l'Union Départementale, son épouse assurant le travail de Secrétaire.

Son action fut prépondérante lors de la grève de mars 1950 qui dura quarante jours. Ce fut l'occasion pour lui d'affirmer ses grandes qualités de militant ouvrier, payant de sa personne pour organiser la lutte, l'entraide, la résistance des copains.

Sa brutale franchise ne s'embarassait pas de fausse politesse, tant dans ses rapports avec les patrons qu'avec ses camarades. Ses tunéraires ont été le témoignage de la sympathie et de l'estime dont il était l'objet. Admis et respecté de tous, aimé de ses adversaires, une délégation de la C.G.T. tint à lui rendre publiquement hommage par la voix de RICHARD, Secrétaire de la Section Syndicale. Le Président de la Chambre Patronale de la Savoie était également présent.

Que l'exemple de notre camarade soit constamment présent à notre pensée. Sa lutte est encore la nôtre, et nous devons la poursuivre.

A son épouse, avec qui Gilbert donnait l'exemple d'un foyer militant, nous tous, ses camarades qui le pleurons, adressons nos condoléances et la certitude d'une amitié durable. Son témoignage de militant et de vrai copain ne sera pas oublié.

Le Syndicat n'est pas une « amicale », ce n'est pas non plus une « administration », avec des appointes « payés » pour régler nos conditions ouvrières.

Il faut que tu considères que le Syndicat c'est l'ensemble des travailleurs adhérents, participant tous, par leur action personnelle, à l'action générale.

Il ne s'agit pas de dire : « Je paie une cotisation (et quelle somme ?) il y a des responsables, à eux de nous défendre. » La défense de nos intérêts ne peut être réalisée que par la participation effective de tous les syndiqués et de tous les travailleurs avec leurs organisations.

— Crois-tu à une force réelle si tu ne participes pas à l'effort des autres ?

Le cahier de revendications porte sur les points suivants :  
— augmentation de 15 fr. l'heure,  
— prime de congés de 5.000 fr.,  
— etc., etc.

Les trois syndicats C.G.T., F.O., C.F.T.C. dirigent le mouvement.

P. BRAYET.

## GRÈVE CHEZ HORTSON...

Moyenne entreprise de 100 salariés, fabricant essentiellement du matériel de projection cinématographique et d'amplification.

Il n'y avait plus ni délégués du personnel, ni Comité d'Entreprise. Depuis deux mois, une section syndicale C.F.T.C. s'est constituée et l'idée d'une action prenait corps parmi le personnel.

Le 20 avril, après un refus de la Direction de satisfaire un cahier de revendications signé par tous les ouvriers et ouvrières, ceux-ci se mirent en grève spontanément, refusant en même temps d'accepter l'offre du Directeur général de refaire 45 heures pour augmenter leur pouvoir d'achat.

Le 21 au matin, le Directeur général recevait le Comité de grève, en majorité C.F.T.C. et proposait :  
— 4 fr. d'augmentation de l'heu-

re (3 fr. sur le salaire de base et 1 fr. sur la prime);

— 50 % des heures de grève payées, le reste pouvant être au gré des salariés récupéré.

A l'issue d'un vote secret, le personnel décidait de reprendre le travail le 22 au matin.

La Section d'Entreprise qui comprenait jusqu'à la grève, 13 adhérents, fait en ce moment de nombreuses adhésions. Elle va présenter des candidats pour les élections de délégués du personnel et de Comité d'Entreprise dont la nécessité est apparue plus clairement aux yeux des travailleurs à l'occasion de ce conflit.

Dans les grandes usines, comme dans les petites boîtes, la C.F.T.C. tient son rôle.

Roger GILLOT.

## ...ET CHEZ KRIEG-ZIVY

Importante usine de Montrouge (Seine), avec 1.100 ouvriers et ouvrières.

Une grève éclata le 26 mars dans les ateliers des tubes, déclenchée parmi les ouvrières, excédées de voir que leurs salaires, même avec l'appoint du salaire proportionnel, continuaient d'être insuffisants.

La surprise était forte, car depuis 1936, aucune grève n'avait été déclenchée dans cette usine.

Le 31 mars, les 300 ouvrières de la tôlerie se joignaient au mouvement et réclamaient : prime de vacances, modification du salaire proportionnel, classifications, hygiène et sécurité, etc.).

Après plusieurs négociations, le patron accordait finalement des augmentations allant de 10 à 15 %

avec effort particulier sur les manœuvres, ce qui donnait en moyenne :

— pour les manœuvres 17 à 22 fr.  
— pour les O.S.1 19 fr.  
— pour les O.S.2 22 fr.  
— pour les O.P.1 18 fr.  
— Pour les O.P.2 22 à 25 fr.  
— Pour les O.P.3 20 fr.

Ces chiffres ne sont que des moyennes et les délégués ont dû agir pour faire réviser des applications non satisfaisantes.

Le Fonds C.F.T.C. de Solidarité a décidé d'attribuer aux syndiqués C.F.T.C. qui ont fait la grève, une somme moyenne de 1.000 fr. à titre de soutien.

Action, courage, solidarité ! La C.F.T.C. répond aux préoccupations des travailleurs.

R. G.

## Grève chez Renault

Au moment d'envoyer le journal, les camarades de chez Renault nous communiquent des détails sur la grève qui est engagée à la Régie :

— **MERCREDI 15 AVRIL**, des travailleurs de plusieurs ateliers de la chaîne de montage (dt.74) se sont mis en grève sous l'impulsion d'une équipe de syndiqués indépendants, appelant l'ensemble des travailleurs de l'usine à les suivre dans une grève illimitée à la Régie, grève à étendre aux autres entreprises.

Cette grève a eu comme point de départ des revendications d'atelier, mais aussi des revendications générales comme :

— 25 francs l'heure ;  
— Trois semaines de congés pays, etc...

Par suite de ces bouchons, la chaîne de montage s'arrêta progressivement jeudi matin.

Des Comités de grève sont constitués dans ces départements avec des représentants de toutes les organisations syndicales.

— **VENDREDI 17**, une longue réunion intersyndicale a eu lieu au cours de laquelle sont discutées les revendications à déposer à la Direction.

Sur l'action à mener, les positions s'affrontent :

— Celle du Syndicat Indépendant : Extension du conflit à toute

l'usine et à l'ensemble des autres entreprises ;

— Celle de la C. F. T. C. : Soutenir à fond les grèves actuellement en cours, les aider financièrement, développer une tactique de harcèlement dans l'ensemble de l'usine (meetings, débrayages, revendications, délégations, etc...). Les départements actuellement en grève arrêtent l'ensemble de la production, il n'est pas nécessaire d'arrêter toute l'usine pour être efficaces.

— Celles de la C. G. T. et F. O. : Se sont ralliés et ont appuyé nos positions.

Un référendum a été organisé pour demander aux travailleurs de se prononcer sur les revendications et sur les modes d'action. Aujourd'hui mercredi 22, il n'est pas encore terminé, mais il ressort néanmoins une volonté de lutte, dont les formes seront déterminées dès la connaissance des résultats.

La Direction a lock-outé mardi 21 le département 74 (2.500 travailleurs). En dernière minute, nous apprenons qu'elle vient de se prononcer sur le lock-out du département 76 (usinage des pièces de la 4 CV) 2.700 travailleurs.

La C.F.T.C. continue à défendre ses positions et à être présente dans le conflit. Des réunions intersyndicales sont actuellement en cours, pour décider de l'action à entreprendre.

## TU Y SERAS...

Camarade qui lira ces lignes, en cette année 1953, toute imprégnée de réaction sociale et de dépression ouvrière, comprendras-tu totalement ce que doit être un 1<sup>er</sup> mai ?

Le 1<sup>er</sup> mai doit être une occasion de se réunir entre travailleurs pour faire le point de la situation ouvrière.

Le Syndicat n'est pas une « amicale », ce n'est pas non plus une « administration », avec des appointes « payés » pour régler nos conditions ouvrières.

Il faut que tu considères que le Syndicat c'est l'ensemble des travailleurs adhérents, participant tous, par leur action personnelle, à l'action générale.

Il ne s'agit pas de dire : « Je paie une cotisation (et quelle somme ?) il y a des responsables, à eux de nous défendre. »

La défense de nos intérêts ne peut être réalisée que par la participation effective de tous les syndiqués et de tous les travailleurs avec leurs organisations.

— Crois-tu à une force réelle si tu ne participes pas à l'effort des autres ?

— Crois-tu qu'une décision peut être valablement et souverainement prise si tu ne participes pas, avec tes camarades, à la discussion ? Si tu ne suis pas de près l'action syndicale proprement dite ?

Le 1<sup>er</sup> mai, tu dois le consacrer à l'action syndicale, à l'action revendicative. Ce jour-là doit marquer dans la vie politique du pays.

Réponds à l'appel de ton syndicat, de ta section, et manifeste ta présence ce jour-là plus que tout autre jour.

N'accepte pas cette journée payée pour aller tranquillement te promener, ce qui suppose que tu acceptes que d'autres travailleurs lutteront pour te permettre de loisir. Donne au 1<sup>er</sup> mai toute sa signification.

Tu viendras à la manifestation C.F.T.C.

Tu seras avec nous dans la lutte.

Jean LOBJEJOIS.

Le Gérant : Jean LANNES.  
Imprimerie J. E. P.  
7, rue Cadet, PARIS

## Des revendications aboutissent

Grâce à l'action de la C.F.T.C., délégués du personnel et membres du C.E., un certain nombre de revendications ont abouti. Des questions posées au Comité central d'entreprise ont été prises en considération :

**Prêt au mariage :**  
Ce prêt a été revalorisé et son montant porté à 10.000 francs au lieu de 75.000.

**Allocations vieillesse :**  
Ces allocations ont été majorées de 2.500 francs environ par mois, cette majoration étant cependant liée à la libération du logement de la société. Depuis deux ans, nous avons déposé un projet traitant de cette question et les différents aménagements du système primitif ne nous donnent pas satisfaction : le geste fait par la Direction demeure bienveillant et exceptionnel et les travailleurs ne participent pas à la gestion de ces allocations.

**Calcul des majorations pour heures du dimanche :**

Ces heures calculées jusqu'à présent sur la base du taux d'affûtage seul, le seront sur la base de la somme du taux d'affûtage et des primes. C'est donc une amélioration du taux horaire de 9 à 15 fr. pour les dimanches de jour, de 15 à 25 francs, parfois davantage pour les heures de dimanche de nuit.

**Salaires des ouvriers d'entretien :**  
Après une longue étude, les délégués C.F.T.C. ont demandé une audience à la direction pour exposer leurs propositions.

**Nous demandons :**  
1° Que le taux d'affûtage soit au moins égal au minimum garanti ;

2° Que la prime de tonnage soit supprimée et remplacée par une prime fixe dite « générale des services d'entretien » ;

3° Que la prime de rendement soit calculée sur la base d'un certain pourcentage du taux d'affûtage et non sur la base de la prime « tonnage » dont les variations sont indépendantes du travail d'entretien.

Sur le premier point, la Direction s'est refusée à nous suivre. Sur les deux autres points, elle a admis que nos propositions méritaient un examen. D'autres propositions

seront faites, compte tenu du refus de la Direction d'aligner le taux d'affûtage sur le minimum garanti par les conventions collectives.

Cependant, grâce à nos calculs irréfutables, la Direction a accordé une augmentation de 3 francs sur la prime de bon entretien des P2 et P3. D'autre part, elle a assuré que si la prime « tonnage » subsistait des variations importantes, elle en tiendrait compte dans le calcul de la prime de rendement.

Nous avons obtenu quelques résultats et nous préparons encore de nouvelles propositions. L'action paie et c'est pourquoi nous avançons.

André NEU.

